



**CONDITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT
« ASSURANCE SCOLAIRE INTERNATIONALE »
ELEVES**

Adhésion n°35 526 275/ AS1380 à la Police Groupe Ouvert n° 35 526 275, souscrite par l'intermédiaire de CGEA (marque commerciale de Val de France Courtage) auprès de la compagnie TOKIO MARINE HCC / TOKIO MARINE EUROPE S.A.

ASSURE:

LES ELEVES

De

L'ECOLE FRANÇAISE DE LA HAVANE - CUBA

La présente police est régie par :

- Le Code des Assurances,
- Les Conditions Générales Individuelle Accidents, réf. TMSL-CGIA-03/06
- Les présentes Conditions Particulières qui les complètent ou les modifient. Dans ce cas, les conditions énoncées aux Conditions Particulières prévalent sur celles des Conditions Générales.

OBJET DE LA GARANTIE

Le présent contrat a pour objet de garantir les personnes telles que définies ci-dessous contre les accidents dont elles pourraient être victimes et les dommages matériels et/ou corporels dont elles pourraient être responsables dans le cadre de leur vie privée, pendant toute la durée du contrat.

PERSONNES ASSUREES

Les personnes assurées sont :
Les élèves des établissements scolaires français à l'étranger.

LES DIFFERENTES OPTIONS DE GARANTIES

1/ Choix du champ d'application :

Les garanties du présent contrat s'appliquent, selon la formule choisie :

Lors des activités scolaires :

Pour les événements se produisant au cours des activités scolaires, parascolaires, et des stages non rémunérés organisés par l'établissement fréquenté ou sous sa responsabilité, pendant le trajet le plus direct, aller et retour, du domicile au lieu où se déroulent ces activités et stages.

Option retenue

Les activités extra scolaires :

Pour les événements se produisant au cours de la vie familiale et privée, pendant les vacances scolaires, les cours de vacances, à l'exclusion de toute activité professionnelle proprement dite.

2/Choix de la garantie :

Formule C Scolaire, trajet et Extra-Scolaire.

PRIME

A compter du 1^{er} septembre 2019, la cotisation par élève est fixée à :
42 € pour la formule **C Scolaire, trajet et Extra-Scolaire**.

TABLEAU DES GARANTIES

FORMULE C

SCOLAIRE, TRAJET ET EXTRA SCOLAIRE

INDIVIDUELLE ACCIDENT		CAPITAL ASSURE
♦ Décès accidentel => Limité à 10 000 € au titre des frais d'obsèques pour tout assuré de moins de 12 ans.		30.000 €
♦ Infirmité permanente totale suite à accident réductible en cas d'infirmité permanente partielle selon Barème Compagnie		105.000 € Franchise relative 10 %
ASSISTANCE RAPATRIEMENT		MONTANT ASSURE
Rapatriement ou transport sanitaire		Frais Réels
Accompagnement lors du rapatriement ou du transport sanitaire		Titre de Transport
Présence auprès de l'Assuré hospitalisé		Titre de Transport + frais d'hôtel 100 €/nuît – max 700 Euros
Rapatriement du corps en cas de décès		Frais Réels
Frais de recherche et de sauvetage		750 Euros
Frais d'évacuation suite à accident de sport d'hiver		150 Euros
Assistance Psychologique		2 appels par sinistre et par assuré
Mise à disposition de médicaments		Frais Réels
Transmission des messages		Frais Réels
Mise à disposition d'un billet de transport pour un proche en cas d'hospitalisation en soins intensifs		Frais Réels
Remise à niveau scolaire / par jour		50 Euros – Maxi 2.000 Euros
FRAIS MEDICAUX		MONTANT ASSURE
FRAIS MEDICAUX EN CAS D'HOSPITALISATION		
Prise en charge de tous les frais		40.000 €
Dents ou prothèse dentaire cassée		600 €
Bris de lunette, verres, monture ou lentilles		600 Euros
Frais de prothèses et d'orthopédie (autres que dents et lunettes)		1.000 Euros
Frais de transport		300 Euros
Allocation d'une année de scolarité en cas de décès du chef de famille		2.500 Euros
RESPONSABILITE CIVILE (VIE PRIVEE UNIQUEMENT)		CAPITAL ASSURE
♦ Dommages corporels, matériels et immatériels Sauf USA/Canada		4 600 000 € par sinistre 750.000 €
Dont		
♦ Dommages matériels et immatériels consécutifs avec une franchise absolue de 50 € par sinistre		300 000 € par sinistre
♦ Défense devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives. Défense des intérêts civils devant les juridictions répressives		Frais à la charge de l'Assureur, sauf dépassement du plafond de garantie en cause

***POUR TOUTE DEMANDE D'ASSISTANCE, MERCI D'APPELER IMPERATIVEMENT L'ASSISTEUR TOKIO MARINE ASSISTANCE au 33.1.48.82.62.35 en précisant le n° 35.526.275.**

Nous rappelons que tous les frais engagés sans l'accord du service d'assistance ne seront pas pris en charge.

PRESTATIONS D'ASSISTANCE

Pour que les garanties d'assistance s'appliquent, l'assuré doit obligatoirement et préalablement à toute intervention engageant les garanties d'assistance prendre contact avec le centre d'assistance dont le numéro d'appel figure sur la carte personnelle d'identification.

1. DEFINITIONS

Accident

Toute lésion corporelle, non intentionnelle de la part de l'Assuré, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.

Les intoxications alimentaires sont assimilées à un accident

Assuré

Les élèves des établissements scolaires français à l'étranger.

Assisteur/Tokio Marine Assistance

TOKIO MARINE EUROPE S.A, Qui porte le risque.

Les prestations d'assistance sont gérées par MUTUAIDE ASSISTANCE (entreprise gérée par le Code des Assurances), sise 8-14 Avenue des Frères Lumière, 94366 Bry-sur-Marne CEDEX (référence L.10).

Bénéficiaire des prestations d'assistance

La ou les personnes physiques désignées aux Conditions Particulières et sur lesquelles porte la garantie : Les élèves des établissements scolaires français à l'étranger.

Couverture géographique

Monde entier, sans franchise kilométrique.

Domicile

Lieu de résidence principale et habituelle en France métropolitaine (les principautés d'Andorre et de Monaco sont conventionnellement intégrées sous cette définition) et dans les pays de l'Union Européenne ainsi qu'en Suisse et en Norvège.

Dommages corporels

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en résultent.

Franchise

Partie de l'indemnité restant à la charge du bénéficiaire.

Maladie

Altération de santé constatée par une autorité médicale, nécessitant des soins médicaux et la cessation absolue de toute activité professionnelle ou autre.

Maladie chronique : maladie qui évolue lentement et se prolonge.

Maladie grave : maladie mettant en jeu le pronostic vital.

Membres de la famille

Par membre de la famille, on entend, le conjoint ou concubin vivant sous le même toit, un enfant, un frère ou une sœur, le père, la mère, les beaux-parents, les grands-parents, les petits-enfants, les beaux-frères et belles-sœurs.

Champ d'Application

Selon l'option choisie à la Souscription et mentionnée sur le bulletin d'adhésion (Activités scolaires ou Activités Extra Scolaires).

Validité dans le temps

Le produit d'assistance a la même validité dans le temps que le contrat d'assurance auquel il est lié (Conditions Particulières).

2. ASSISTANCE AUX PERSONNES

2.1. PREAMBULE

TOKIO MARINE ASSISTANCE ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence.

Dans tous les cas, la décision d'assistance appartient exclusivement au médecin de TOKIO MARINE ASSISTANCE, après contact avec le médecin traitant sur place et éventuellement la famille de l'Assuré.

2.2. EN CAS DE MALADIE OU D'ACCIDENT

Rapatriement ou transport sanitaire

Si l'état de L'ASSURE nécessite des soins médicaux ou examens spécifiques ne pouvant être réalisés sur place, TOKIO MARINE ASSISTANCE organise et prend en charge :

- soit le transport vers un centre régional hospitalier ou dans un pays susceptible d'assurer les soins ;
- soit le rapatriement au Domicile de l'Assuré s'il n'existe pas de centre médical adapté plus proche.

Selon la gravité du cas, le rapatriement ou le transport est effectué, sous surveillance médicale si nécessaire, par le plus approprié des moyens suivants : avion sanitaire, avion des lignes régulières, train, wagon-lit, bateau, ambulance.

Dans le cas où l'hospitalisation à l'arrivée ne serait pas indispensable, le transport est assuré jusqu'au domicile de l'ASSURE.

Si l'hospitalisation n'a pu se faire dans un établissement proche du domicile, TOKIO MARINE ASSISTANCE organise et prend en charge, lorsque l'état de santé le permet, le transport de cet hôpital au domicile.

Accompagnement lors du rapatriement ou du transport sanitaire

Si l'ASSURE est transporté dans les conditions définies au paragraphe 1 «Rapatriement ou transport sanitaire» et s'il n'est pas accompagné d'un médecin ou d'un infirmier, TOKIO MARINE ASSISTANCE organise et prend en charge le voyage d'une personne se trouvant sur place pour accompagner l'ASSURE.

Présence auprès de l'ASSURE hospitalisé

TOKIO MARINE ASSISTANCE organise et prend en charge à concurrence de **100 Euros par nuit avec une prise en charge maximum de 700 Euros**, le séjour à l'hôtel d'une personne qui reste au chevet de l'ASSURE hospitalisé, dont l'état ne justifie pas ou empêche un rapatriement immédiat.

TOKIO MARINE ASSISTANCE prend également en charge le retour en France métropolitaine de cette personne (où à son pays de Domicile) si elle ne peut utiliser les moyens initialement prévus. Si l'hospitalisation doit dépasser dix jours, et si personne ne reste au chevet de l'ASSURE, TOKIO MARINE ASSISTANCE prend en charge les frais de transport au départ de la France métropolitaine (en train 1^{ère} classe ou en avion classe économique) d'une personne désignée par l'ASSURE. TOKIO MARINE ASSISTANCE organise également le séjour à l'hôtel de cette personne à hauteur de **50 Euros par jour avec une prise en charge maximum de 500 Euros**.

2.3. PRESTATIONS EN CAS DE DECES

Transport de corps

TOKIO MARINE ASSISTANCE organise et prend en charge le transport du corps de l'ASSURE depuis le lieu de mise en bière jusqu'au lieu d'inhumation en France métropolitaine ou au Domicile de l'Assuré.

TOKIO MARINE ASSISTANCE prend en charge les frais annexes nécessaires au transport du corps, dont le coût d'un cercueil à hauteur de 2 000 € TTC maximum.

Les frais d'accessoires, de cérémonie, d'inhumation ou de crémation en France métropolitaine sont à la charge des familles.

Lorsqu'il y a inhumation provisoire, TOKIO MARINE ASSISTANCE organise et prend en charge les frais de transport du corps de l'Assuré jusqu'au lieu d'inhumation définitive en France métropolitaine ou au Domicile de l'Assuré, après expiration des délais légaux d'exhumation.

Autres prestations

TOKIO MARINE ASSISTANCE organise et prend en charge le retour en France métropolitaine (ou au pays de Domicile de l'Assuré) jusqu'au lieu d'inhumation, des autres ASSURES se trouvant sur place s'ils ne peuvent rentrer par les moyens initialement prévus.

Dans le cas où des raisons administratives imposeraient une inhumation provisoire ou définitive sur place, TOKIO MARINE ASSISTANCE organise et prend en charge le transport aller et retour (en train 1^{ère} classe ou en avion classe économique) d'un membre de la famille pour se rendre de son domicile en France métropolitaine (ou dans un autre pays où résidait l'Assuré), jusqu'au lieu d'inhumation, ainsi que son séjour à l'hôtel.

TOKIO MARINE ASSISTANCE organise également le séjour à l'hôtel du membre de la famille qui doit se déplacer, et prend en charge les frais réels à concurrence de 100 € TTC maximum par nuit avec un **maximum de 700 Euros TTC**.

3. AUTRES ASSISTANCES

3.1. ENVOI DE MEDICAMENTS

TOKIO MARINE ASSISTANCE prend toute mesure pour assurer la recherche et l'envoi des médicaments indispensables à la poursuite d'un traitement en cours, dans le cas où, suite à un événement imprévisible, il est impossible à l'ASSURE de se les procurer ou d'obtenir leur équivalent. Le coût de ces médicaments reste à la charge de l'ASSURE.

3.2. TRANSMISSION DE MESSAGES

TOKIO MARINE ASSISTANCE transmet les messages de caractère privé, destinés à l'ASSURE lorsqu'il ne peut être joint directement, par exemple, en cas d'hospitalisation ou laissés par lui à l'attention d'un membre de sa famille.

3.3. LIMITES D'INTERVENTION DE TOKIO MARINE ASSISTANCE

Sont exclus :

- **Toute consultation juridique personnalisée ou tout examen de cas particulier,**
- **Toute aide à la rédaction d'actes,**
- **Toute prise en charge de litige,**
- **Toute prise en charge de frais, rémunération de services,**
- **Toute avance de fonds,**
- **Tout conseil ou diagnostic en matière médicale.**

Concernant le domaine particulier de renseignements financiers, TOKIO MARINE ASSISTANCE ne pourra procéder à aucune étude comparative sur la qualité des contrats, services, taux pratiqués par les établissements financiers, et exclut toute présentation ou exposé d'un produit particulier.

En aucun cas, TOKIO MARINE ASSISTANCE n'exprimera, en réponse à une question mettant en jeu le droit et sa pratique, un avis personnel ou un conseil fondé sur les règles juridiques de nature à permettre à la personne qui reçoit le renseignement de prendre une décision.

Les réponses ne feront pas l'objet de confirmation écrite ni d'envoi de documents.

Garantie des frais de traitement après accident

Lorsqu'un assuré est victime d'un accident qui entraîne, sur prescription médicale, des frais de traitement, c'est à dire des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou d'ambulance, la compagnie rembourse, à concurrence de la somme indiquée au tableau des garanties, et après déduction des remboursements des organismes sociaux, de prévoyance ou de tout autre couverture médicale, les frais qui restent à la charge de l'assuré.

En l'absence de toute assurance les remboursements seront effectués sur la base de 50% des frais engagés.

4. AUTRES GARANTIES D'ASSISTANCE

Remise à niveau scolaire

En cas d'accident corporel, la Compagnie prend en charge les cours de remise à niveau scolaire, à compter du 31ème jour d'incapacité et pendant 6 mois maximum.

Rapatriement

A la suite d'un accident ou d'une maladie et sur avis médical, la Compagnie organise et prend en charge le transport de l'assuré jusqu'à son domicile à l'étranger ou l'établissement hospitalier adapté à son état de santé.

La Compagnie prend en charge les frais supplémentaires de transport des membres de la famille de l'assuré dans la mesure où ceux-ci, du fait de son rapatriement, ne peuvent utiliser les moyens initialement prévus pour leur retour vers leur domicile de résidence à l'étranger.

Mise à disposition d'un titre de transport

Si l'assuré est hospitalisé plus de 72h dans un autre pays que celui de résidence à l'étranger, la Compagnie prend en charge un billet aller/retour pour permettre à un proche resté dans le pays de résidence à l'étranger de se rendre à son chevet.

5. EXCLUSIONS

SONT EXCLUS :

- **LES CONVALESCENCES ET LES AFFECTIONS (MALADIE, ACCIDENT) EN COURS DE TRAITEMENT NON ENCORE CONSOLIDÉES.**
- **LES MALADIES PREEXISTANTES DIAGNOSTIQUÉES ET/OU TRAITÉES, AYANT FAIT L'OBJET D'UNE HOSPITALISATION DANS LES SIX MOIS PRÉCÉDANT LA DEMANDE D'ASSISTANCE.**
- **LES VOYAGES ENTREPRIS DANS UN BUT DE DIAGNOSTIC ET/OU DE TRAITEMENT.**
- **LES ÉTATS DE GROSSESSE, LES FRAIS D'ACCOUCHEMENT, LES FRAIS POSNATALS, LES INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSE ET LEURS COMPLICATIONS, LES CONSÉQUENCES DE LA MATERNITÉ, EXCEPTES LES FRAIS DE COMPLICATIONS ACCIDENTELLE ET IMPREVUE EN COURS DE GROSSESSE, ET DANS TOUS LES CAS, À PARTIR DE LA TRENTE-SIXIÈME SEMAINE DE GROSSESSE.**

- LES ETATS RESULTANT DE L'USAGE DE DROGUES, STUPEFIANTS ET PRODUITS ASSIMILES NON PRESCRITS MEDICALEMENT, DE L'ABSORPTION D'ALCOOL.
- LES CONSEQUENCES DE TENTATIVE DE SUICIDE.
- LES DOMMAGES PROVOQUES INTENTIONNELLEMENT PAR UN ASSURE OU CEUX RESULTANT DE SA PARTICIPATION A UN CRIME, A UN DELIT OU UNE RIXE, SAUF EN CAS DE LEGITIME DEFENSE.
- LES EVENEMENTS SURVENUS LORS DE LA PRATIQUE DE SPORTS DANGEREUX (RAIDS, TREKKINGS, ESCALADES...) OU DE LA PARTICIPATION DE L'ASSURE EN TANT QUE CONCURRENT A DES COMPETITIONS SPORTIVES, PARIS, MATCHS, CONCOURS, RALLYES OU A LEURS ESSAIS PREPARATOIRES, AINSI QUE L'ORGANISATION ET LA PRISE EN CHARGE DE TOUS FRAIS DE RECHERCHE.
- LES CONSEQUENCES D'UNE INOBSERVATION VOLONTAIRE DE LA REGLEMENTATION DES PAYS VISITES, OU DE PRATIQUES NON AUTORISEES PAR LES AUTORITES LOCALES.
- LES CONSEQUENCES DE RADIATIONS IONISANTES EMISES PAR DES COMBUSTIBLES NUCLEAIRES OU PAR DES PRODUITS OU DECHETS RADIOACTIFS, OU CAUSES PAR DES ARMES OU DES ENGINES DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME.
- LES CONSEQUENCES DE GUERRE CIVILE OU ETRANGERE, D'INTERDICTIONS OFFICIELLES, DE SAISIES OU CONTRAINTES PAR LA FORCE PUBLIQUE.
- LES CONSEQUENCES D'EMEUTES, DE GREVES, DE PIRATERIES, LORSQUE L'ASSURE Y PREND UNE PART ACTIVE.
- LES CONSEQUENCES D'EMPECHEMENTS CLIMATIQUES TELS QUE TEMPETES ET OURAGANS.
- LES FRAIS DE RECHERCHE ET DE SECOURS DE PERSONNE EN MONTAGNE, EN MER OU DANS LE DESERT.
- LES FRAIS DE SECOURS SUR PISTE (ET HORS PISTE) DE SKI.

OUTRE LES EXCLUSIONS CI-DESSUS ET POUR LA GARANTIE DES FRAIS MEDICAUX, CHIRURGICAUX, PHARMACEUTIQUES OU D'HOSPITALISATION A L'ETRANGER, NE SONT PAS COUVERTS :

- LES FRAIS CONSECUTIFS A UN ACCIDENT OU UNE MALADIE CONSTATEE MEDICALEMENT AVANT LA PRISE DE LA GARANTIE.
- LES FRAIS OCCASIONNES PAR LE TRAITEMENT D'UN ETAT PATHOLOGIQUE, PHYSIOLOGIQUE OU PHYSIQUE CONSTATE MEDICALEMENT AVANT LA PRISE D'EFFET DE LA GARANTIE A MOINS D'UNE COMPLICATION NETTE ET IMPREVISIBLE.
- LES FRAIS DE PROTHESES INTERNES, OPTIQUES, DENTAIRES, ACOUSTIQUES, FONCTIONNELLES, ESTHETIQUES OU AUTRES, LES FRAIS ENGAGES EN FRANCE METROPOLITAINE ET DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER OU DANS LE PAYS DU DOMICILE DE L'ASSURE, QU'ILS SOIENT OU NON CONSECUTIFS A UN ACCIDENT OU UNE MALADIE SURVENU EN FRANCE OU DANS TOUT AUTRE PAYS.
- LES FRAIS DE CURE THERMALE, HELIOMARINE, DE SEJOUR EN MAISON DE REPOS, LES FRAIS DE REEDUCATION.
- LES MALADIES NERVEUSES, LES DEPRESSIONS NERVEUSES, LES MALADIES MENTALES.
- LES SOINS ESTHETIQUES, LES CHIRURGIES ESTHETIQUES, EXCEPTES LES SOINS DE CHIRURGIE RECONSTRUCTIVE NECESSITES PAR UN ACCIDENT OU UNE

MALADIE GARANTIE ET LES SOINS DE CHIRURGIE RECONSTRUCTIVE DUS A UNE MALADIE OU UN ANOMALIE CONGENITALE ENTRAINANT UNE SEQUELLE OU INSUFFISANCE FONCTIONNELLE D'UNE MALADIE GARANTIE.

- **LES EXAMENS PERIODIQUES DE CONTROLE OU D'OBSERVATION.**

6. DISPOSITIONS GENERALES

6.1. ENGAGEMENTS FINANCIERS DE TOKIO MARINE ASSISTANCE

L'organisation par l'ASSURE ou par son entourage de l'une des prestations d'assistance énoncées ci-avant ne peut donner lieu au remboursement que si TOKIO MARINE ASSISTANCE a été prévenu préalablement.

Les frais exposés seront remboursés sur présentation des justificatifs, dans la limite de ceux que TOKIO MARINE ASSISTANCE aurait engagés pour organiser le service. Lorsque TOKIO MARINE ASSISTANCE doit organiser le retour prématuré de l'ASSURE en France métropolitaine (ou dans son pays de Domicile) il peut lui être demandé d'utiliser son titre de voyage.

Lorsque TOKIO MARINE ASSISTANCE a assuré à ses frais le retour de l'ASSURE, il est demandé à celui-ci d'effectuer les démarches nécessaires au remboursement de ses titres de transport non utilisés et de reverser le montant perçu à TOKIO MARINE ASSISTANCE sous un délai maximum de trois mois suivant la date de retour.

Seuls les frais complémentaires à ceux que l'ASSURE aurait dû normalement engager pour son retour au Domicile, sont pris en charge par TOKIO MARINE ASSISTANCE.

Lorsque TOKIO MARINE ASSISTANCE a accepté le changement d'une destination fixée contractuellement, sa participation financière ne pourra être supérieure au montant qui aurait été engagé si la destination initiale avait été conservée.

En cas de prise en charge de séjour à l'hôtel, TOKIO MARINE ASSISTANCE ne participe qu'aux frais de location de chambre réellement exposés, dans la limite des plafonds indiqués ci-avant et au Tableau de garantie, à l'exclusion de tous autres frais.

6.2. MODALITES D'EXAMEN DES RECLAMATIONS

En cas de difficultés, les réclamations doivent être adressées à :

TOKIO MARINE EUROPE S.A
6/8 boulevard Haussmann
75009 Paris

Si, après la réponse apportée par ce service, le désaccord persiste, un avis peut être demandé auprès du médiateur de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance dont les coordonnées sont fournies sur simple demande à l'adresse ci-dessus.

6.3. SUBROGATION

Toute personne bénéficiant de l'assistance s'oblige à subroger la société d'assistance et la compagnie d'assurances agréée dans ses droits et actions contre tous tiers responsable à concurrence des frais engagés par elles en exécution de la présente Convention.

6.4. PRESCRIPTION

Toute action découlant de la garantie TOKIO MARINE ASSISTANCE est prescrite dans un délai de deux ans à compter de la date de l'événement qui lui donne naissance.

6.5. LIMITES APPLICABLES EN CAS DE FORCE MAJEURE

TOKIO MARINE ASSISTANCE ne peut être tenu pour responsable des manquements à l'exécution des prestations d'assistance résultant de cas de force majeure ou des événements suivants : guerres civiles ou étrangères, instabilité politique notoire, mouvements populaires, émeutes, actes de terrorisme-représailles, restriction à la libre circulation des personnes et des biens, grèves, explosions, catastrophes naturelles,

désintégration du noyau atomique, ni des retards dans l'exécution des prestations résultant des mêmes causes.

6.6 MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES ASSISTANCE

Toute demande d'assistance doit, sous peine d'irrecevabilité, être formulée directement par l'ASSURE (ou toute personne agissant en son nom) par tous les moyens précisés ci-après :

- **soit par téléphone :**

de France	01 48 82 62 35
de l'étranger	(33) 1 48 82 62 35

- **soit par télécopie :**

de France	01 45 16 63 92
de l'étranger	(33) 1 45 16 63 92

RESPONSABILITE CIVILE VIE PRIVEE

1. DEFINITIONS

Dommmage corporel

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en résultent.

Dommmage matériel

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance. Toute atteinte physique à un animal.

Dommmage immatériel consécutif

Tout préjudice pécuniaire qui résulte de la privation de jouissance totale ou partielle d'un bien ou d'un droit, de la perte d'un bénéfice, de la perte de clientèle, de l'interruption d'un service ou d'une activité, et qui est la conséquence directe de dommages corporels ou matériels garantis.

Fait dommageable

Fait qui constitue la cause génératrice du dommage.

Franchise absolue

La somme (ou le pourcentage) qui reste en tout état de cause à la charge de l'Assuré sur le montant de l'indemnité due par l'Assureur.

La franchise s'applique par sinistre, quel que soit le nombre des victimes. Les franchises exprimées en pourcentage s'appliquent au montant de l'indemnité due par l'Assureur.

Pollution accidentelle

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse, diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, qui résultent d'un événement soudain et imprévu et qui ne se réalisent pas de façon lente, graduelle ou progressive.

Réclamation

Toute demande en réparation amiable ou contentieuse, formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droit et adressée à l'Assuré ou à l'Assureur.

Responsabilité civile

Obligation légale qui incombe à toute personne de réparer le dommage qu'elle a causé à autrui.

Sinistre

Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Tiers

On entend par tiers toute personne physique ou morale, autre que :

- L'assuré lui-même, les membres de la famille ainsi que les ascendants, les descendants et les personnes vivant habituellement sous le même toit que lui.
- Les préposés, salariés ou non de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions.

Véhicule terrestre à moteur

Engin qui se meut sur le sol (c'est-à-dire autre qu'aérien ou naval), sans être lié à une voie ferrée, automoteur (propulsé par sa propre force motrice) et qui sert au transport de personnes (même s'il ne s'agit que du conducteur) ou de choses.

2. OBJET DE LA GARANTIE

L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, causés aux tiers au cours de sa vie privée.

On entend par vie privée toute activité à caractère non professionnel.

Cette garantie s'exerce au cours de la **vie privée et scolaire** de l'Assuré, en raison des **dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs** causés aux tiers par un accident, un incendie, une explosion ou un dégât des eaux et provenant :

- Du fait de l'assuré,
- D'intoxications alimentaires par des produits que l'Assuré a offert à des tiers y compris l'ingestion accidentelle d'un corps étranger,
- Du fait des choses ou des animaux dont l'Assuré a la garde : les chiens et les petits animaux domestiques, les cycles sans moteur, les petits véhicules ou jouets sans moteur dotés de roues (brouette, auto à pédale),
- Des petites embarcations non immatriculables, engins de plage au sens de la réglementation,
- Des armes à feu, qui ne sont pas des armes de guerre, lorsqu'elles ne sont pas utilisées pour chasser,
- Des appareils ménagers et les outils de jardin avec ou sans moteur non soumis à l'obligation d'assurance,
- Des autres objets mobiliers dont l'assuré est propriétaire ou gardien.

3. PERIODE DE GARANTIE

La garantie du présent contrat est déclenchée par le fait dommageable et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre (article L. 124-5 du Code des assurances).

4. MISE EN OEUVRE DES GARANTIES

Dès qu'il a connaissance d'un fait susceptible d'engager la garantie du présent contrat, et au plus tard dans les cinq jours, l'assuré doit, sous peine de déchéance, sauf cas fortuit ou de force majeure, en aviser CGEA par écrit ou verbalement contre récépissé.

Il doit en outre :

- Indiquer à CGEA dans le plus bref délai les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages,
- Prendre toutes mesures propres à limiter l'ampleur des dommages déjà connus et à prévenir la réalisation d'autres dommages,
- Transmettre à CGEA, dans le plus bref délai, tous avis, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui lui seraient adressés, remis ou signifiés.
- Faute par l'assuré de se conformer aux obligations énumérées aux trois alinéas précédents, CGEA a droit à une indemnité proportionnée aux dommages que cette inexécution pourra lui causer.

L'assuré qui, en toute connaissance, fait une fausse déclaration sur les causes, circonstances ou conséquences du sinistre ou use de moyens frauduleux ou de documents inexacts, est déchu de tout droit pour le sinistre en cause.

5. DEFENSE

L'Assureur assume la défense de l'Assuré dans les conditions visées au tableau de garantie.

6. EXCLUSIONS

SONT EXCLUS :

LES DOMMAGES CAUSES A L'ASSURE, A SES ASCENDANTS OU DESCENDANTS.

LES CONSEQUENCES DE LA FAUTE INTENTIONNELLE DE L'ASSURE.

LES DOMMAGES CAUSES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE DECLAREE OU NON, LES EMEUTES ET MOUVEMENTS POPULAIRES, LES ACTES DE TERRORISME, ATTENTATS OU SABOTAGES.

LES DOMMAGES CAUSES PAR DES ERUPTIONS VOLCANIQUES, TREMBLEMENTS DE TERRE, TEMPETES, OURAGANS, CYCLONES, INONDATIONS, RAZ-DE-MAREE ET AUTRES CATACLYSMES.

LES DOMMAGES RENDUS INELUCTABLES PAR LE FAIT VOLONTAIRE DE L'ASSURE ET QUI FONT PERDRE AU CONTRAT D'ASSURANCE SON CARACTERE DE CONTRAT ALEATOIRE GARANTISSANT DES EVENEMENTS INCERTAINS (ARTICLE 1964 DU CODE CIVIL).

L'AMENDE ET TOUTE AUTRE SANCTION PENALE INFLIGEE PERSONNELLEMENT A L'ASSURE.

LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES :

- **PAR DES ARMES OU ENGINES DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME,**
- **PAR TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF,**
- **PAR TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS (EN PARTICULIER TOUT RADIO-ISOTOPE).**

LES CONSEQUENCES DE LA PRESENCE D'AMIANTE OU DE PLOMB DANS LES BATIMENTS OU OUVRAGES APPARTENANT OU OCCUPES PAR L'ASSURE, DE TRAVAUX DE RECHERCHE, DE DESTRUCTION OU DE NEUTRALISATION DE L'AMIANTE OU DU PLOMB, OU DE L'UTILISATION DE PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE OU DU PLOMB.

LES CONSEQUENCES D'ENGAGEMENTS CONTRACTUELS ACCEPTES PAR L'ASSURE ET QUI ONT POUR EFFET D'AGGRAVER LA RESPONSABILITE QUI LUI AURAIT INCOMBE EN L'ABSENCE DESDITS ENGAGEMENTS.

AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET AU CANADA :

- **LES INDEMNITES REPRESSIVES (PUNITIVE DAMAGES) OU DISSUASIVES (EXEMPLARY DAMAGES),**
- **LES DOMMAGES DE POLLUTION.**

LES DOMMAGES DE LA NATURE DE CEUX VISES A L'ARTICLE L. 211-1 DU CODE DES ASSURANCES SUR L'OBLIGATION D'ASSURANCE AUTOMOBILE ET CAUSES PAR LES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR, LEURS REMORQUES OU SEMI-REMORQUES DONT L'ASSURE A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE (Y COMPRIS DU FAIT OU DE LA CHUTE DES ACCESSOIRES ET PRODUITS SERVANT A L'UTILISATION DU VEHICULE, ET DES OBJETS ET SUBSTANCES QU'IL TRANSPORTE).

LES DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS CONSECUTIFS, CAUSES PAR UN INCENDIE, UNE EXPLOSION OU UN DEGAT DES EAUX AYANT PRIS NAISSANCE DANS LES BATIMENTS DONT L'ASSURE EST PROPRIETAIRE, LOCATAIRE OU OCCUPANT.

LES VOLS COMMIS DANS LES BATIMENTS CITES A L'EXCLUSION PRECEDENTE.

LES DOMMAGES MATERIELS (AUTRES QUE CEUX VISES AUX DEUX EXCLUSIONS PRECEDENTES) ET IMMATERIELS CONSECUTIFS CAUSES AUX BIENS DONT L'ASSURE RESPONSABLE A LA GARDE, L'USAGE OU LE DEPOT.

LES CONSEQUENCES DE LA NAVIGATION AERIENNE, MARITIME, FLUVIALE OU LACUSTRE AU MOYEN D'APPAREILS DONT L'ASSURE A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE.

LES DOMMAGES CAUSES PAR LES ARMES ET LEURS MUNITIONS DONT LA DETENTION EST INTERDITE ET DONT L'ASSURE EST POSSESSEUR OU DETENTEUR SANS AUTORISATION PREFECTORALE.

LES DOMMAGES FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION LEGALE D'ASSURANCE ET RESULTANT DE LA PRATIQUE DE LA CHASSE.

LES DOMMAGES CAUSES PAR LES ANIMAUX AUTRES QUE DOMESTIQUES.

LES DOMMAGES CAUSES PAR LES CHIENS DE PREMIERE CATEGORIE (CHIENS D'ATTAQUE) ET DE DEUXIEME CATEGORIE (CHIENS DE GARDE ET DE DEFENSE), DEFINIS A L'ARTICLE 211-1 DU CODE RURAL, ET PAR LES ANIMAUX D'ESPECE SAUVAGE APPRIVOISES OU TENUS EN CAPTIVITE, MENTIONNES A L'ARTICLE 212-1 DU CODE RURAL, ERRANTS OU NON, DONT L'ASSURE EST PROPRIETAIRE OU GARDIEN (LOI N° 99-5 DU 6 JANVIER 1999 RELATIVE AUX ANIMAUX DANGEREUX ET ERRANTS ET A LA PROTECTION DES ANIMAUX).

LES SPORTS DANGEREUX : ALPINISME, SPELEOLOGIE, BOXE, POLO, KARATE, FOOTBALL AMERICAIN, PARACHUTISME, PILOTAGE D'AVION, VOL A VOILE, DELTAPLANE, ULM, PLONGEE SOUS MARINE AVEC APPAREIL AUTONOME.

LES CONSEQUENCES :

- **DE L'ORGANISATION DE COMPETITIONS SPORTIVES ;**
- **DE LA PRATIQUE DE SPORTS EN TANT QUE TITULAIRE DE LA LICENCE D'UNE FEDERATION SPORTIVE ;**
- **DE LA PRATIQUE DE SPORTS AERIENS OU NAUTIQUES.**

Il est précisé que pour tous sinistres survenant aux USA, CANADA, les frais d'honoraires d'expertise, d'avocat, de justice et de procès, sont compris dans le montant des garanties et soumis à l'application de la franchise.

7. PERIODE DE GARANTIE

La garantie du présent contrat est déclenchée par le fait dommageable et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre (article L. 124-5 du Code des assurances).

8. MONTANT DES GARANTIES

Les montants de garantie exprimés par sinistre constituent la limite de l'engagement de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations relatives au même fait dommageable.

La date du sinistre est celle du fait dommageable. Les conditions et montants de garantie sont ceux en vigueur à cette date.

EFFET, DUREE, RESILIATION DES GARANTIES

Le contrat est souscrit pour une durée ferme et prend fin selon la formule choisie :

- « Scolaire et Trajet » : jour de la sortie des classes
- « Extra-Scolaire » : la veille du jour de la rentrée scolaire suivante

Ce contrat est reconduit chaque année, sauf avis contraire notifié par l'établissement avant la rentrée scolaire.

Les garanties du présent contrat sont délivrées aux adhérents pour une durée d'un an ferme à compter de la rentrée scolaire. Si en cours d'année, l'adhérent quitte l'établissement, la garantie cesse au jour du départ de celui-ci, sauf avis contraire du chef d'établissement et de l'élève ou de son responsable légal.

GESTION DE LA PRIME- REGULARISATION

L'établissement fournira la liste des élèves dans les délais les plus courts au plus tard le 31 octobre, faute de quoi les garanties du contrat ne seront pas acquises.

La prime est calculée de la façon suivante :

- Au 1^{er} septembre : Appel d'une prime provisionnelle basée sur le nombre d'élèves déclarés sur l'année scolaire précédente. Votre règlement devra nous parvenir dans un délai de 30 jours à réception de cet appel de prime.
- Au 1^{er} mai : Appel de la prime définitive prenant en compte les entrées et les sorties des adhérents survenues pendant l'année scolaire en cours, de laquelle sera déduite la prime provisionnelle déjà réglée au cours du premier trimestre de l'année scolaire.

Fait à Orléans, le 14 août 2019, en un exemplaire

POUR L'ASSUREUR

CGEA
CS 81845 - 37 RUE DES MURLINS
45008 ORLEANS CEDEX 1
Tel 02 38 65 44 56 - Fax 02 38 62 90 93
Site www.expat-care.com

L'ADHERENT
(Signature précédée de la mention
« lu et approuvé »)

Mentions légales :

Tokio Marine HCC est le nom commercial de Tokio Marine Europe S.A., société membre du Groupe Tokio Marine HCC.
Tokio Marine Europe S.A. est agréée par le Ministre des Finances du Luxembourg et contrôlée par le Commissariat aux Assurances (CAA).
Enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le No. B221975, son siège social est situé au 33 rue Sainte Zithe, L2763, Luxembourg.
Capital social de 1 000 000 USD.
Tokio Marine Europe S.A. (succursale en France),
6-8 Boulevard Haussmann, 75441 Paris Cedex 09, est enregistrée au RCS de Paris sous le No B 843 295 221, TVA FR 60 843 295 221,
agissant en conformité avec les règles françaises du code des assurances.

CGEA est une marque commerciale gérée par VAL DE FRANCE COURTAGE – 37 rue des Murlins – CS 81845 – 45008 ORLEANS – Tél. 02 38 65 44 55 - Fax. 02 38 62 90 93 - www.valcourtage.fr [valcourtage.fr] - SAS de courtage en assurances au capital de 850 000 € – 400 228 383 RCS Orléans - Code APE 6622Z - Immatriculée à l'ORIAS sous le n° 13 001 056 (www.oriass.fr [oriass.fr]) - Responsabilité Civile Professionnelle et Garantie Financière conformes aux articles L 512-6 et L 512-7 du code des assurances, sous le contrôle de l'ACPR, 4 place de Budapest CS 92459 – 75436 Paris Cedex 09 (acpr.banque-france.fr) – VAL DE FRANCE COURTAGE exerce son activité en application des dispositions de l'article L521-2 II b du code des assurances (la liste des compagnies partenaires est disponible sur simple demande). Réclamation : serviceclamations@gfc-assurance.com. En application de l'article L 616-1 du Code de la consommation, le Médiateur de l'Assurance est compétent pour intervenir sur tout litige n'ayant pu être réglé dans le cadre d'une réclamation préalable directement introduite auprès des services de votre courtier. Il peut être saisi par l'un quelconque des moyens suivants : par voie postale à La Médiation de l'Assurance, Pôle CSCA TSA 50110 75441 Paris Cedex 09, par mail à le.mediateur@mediation-assurance.org ou via le site internet www.mediation-assurance.org [mediation-assurance.org]. Les opérations d'assurances sont exonérées de TVA en vertu de l'article 261 C 2° du Code Général des Impôts